

US



AA 157

arch

OU L'URBANISME CONTESTATAIRE

Le Contexte.

L'apparition et le développement du mouvement « advocacy planning » aux Etats-Unis est à la fois la conséquence de la politique nationale de logement et le support d'une certaine polarisation raciale. Dans un pays où, le variable, le racisme est devenu une constante, il serait difficile d'imaginer que les problèmes d'urbanisation échappassent à cette polarité.

Pour défendre, dans le contexte de l'urbanisme, les intérêts des groupes ethniques contre qui la discrimination s'exerce, une nouvelle race d'architectes-urbanistes a fait son apparition : celle des professionnels qui ont choisi de s'opposer systématiquement aux décisions arbitraires des services publics en devenant les « avocats » de ceux qui en subissent les conséquences. En effet, sous prétexte de remodeler des quartiers devenus insalubres, les pouvoirs publics se complaisent à faire le jeu des grands propriétaires fonciers, des spéculateurs et des promoteurs, en débarrassant les centres des villes de leur population pauvre. Pour accroître la valeur du capital foncier, des quartiers entiers sont rasés pour faire place à des habitations de luxe et des immeubles de rapport.

Le but avoué de tels efforts d'urbanisme est, soi-disant, de pourvoir chaque famille d'un logement dans un environnement décent. Pour cela, les taudis qui forment le gros du parc de logements à loyer très modéré doivent disparaître. Une fois de plus, une mesure créée pour promouvoir le mieux-être des Noirs et des minorités ethniques se retourne contre eux : la régénération des villes (urban renewal) en est venue à signifier, pour eux, la perte irrémédiable de leur logement, puisque les nouvelles unités d'habitation qui remplaceront leurs taudis seront, pour eux, inaccessibles. On a calculé que les deux-tiers des pauvres ainsi délogés sont des Noirs et, en 1972, leur total va dépasser les quatre millions. D'autre part, le programme, qui absorbe la presque totalité du budget logement des U.S.A., n'a produit que les deux-dixièmes des logements à loyer modéré construits entre 1950 et 1960. Ainsi, la politique de l'Etat équivaut à subventionner la bourgeoisie blanche et force les minorités ethniques à se disloquer et à quitter les centres urbains. Inutile de dire que, en l'absence d'une politique de relogement, de nouveaux taudis et de nouveaux bidonvilles se créent et l'amélioration globale de la qualité de l'environnement reste à l'état d'Utopie.

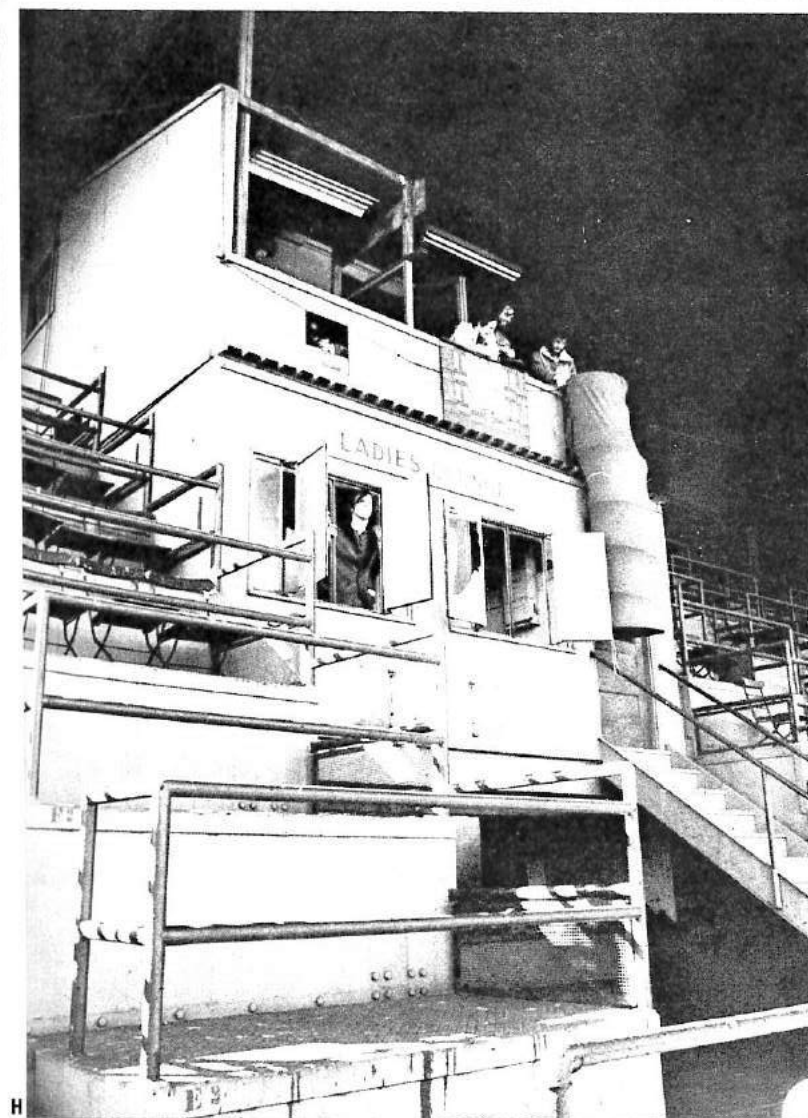
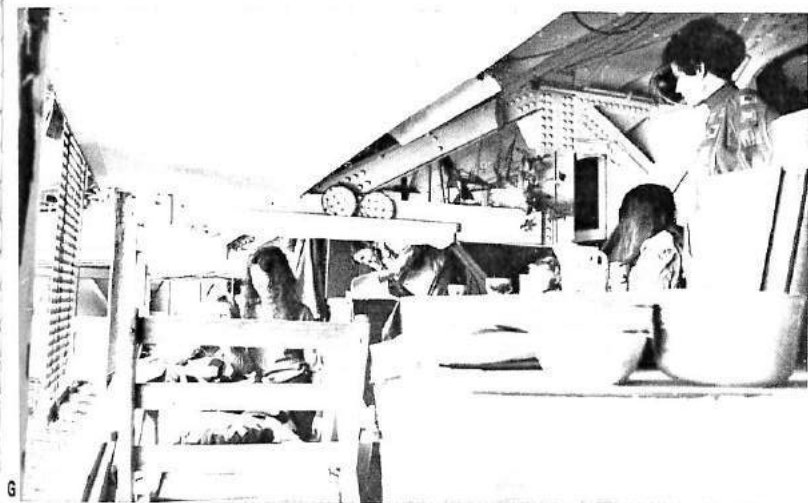
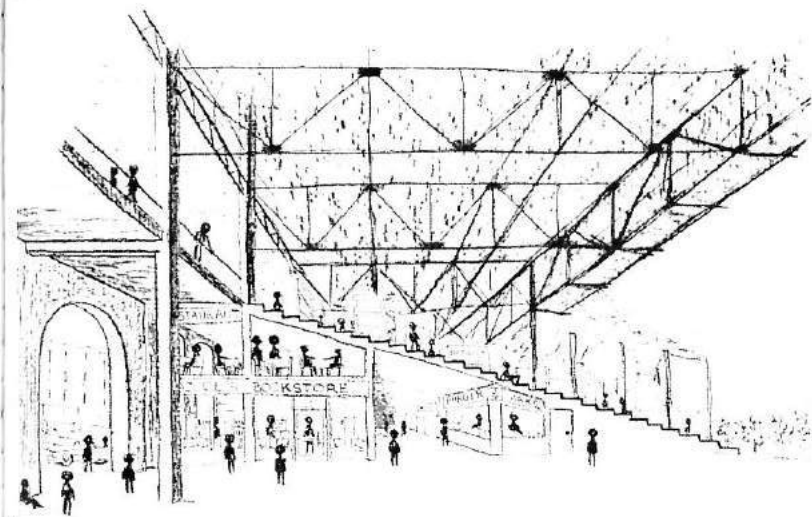
En fait, le parc de logements à loyer modéré ne fait que diminuer alors que le nombre des pauvres, particulièrement dans les centres urbains, croît d'une manière alarmante.

Un exemple de ce qui est appelé « l'urbanisation au bulldozer » est la destruction totale du quartier Noir et Porto-Ricain rendu célèbre par l'opérette West Side Story. A sa place s'élève, aujourd'hui, le Lincoln Center, centre culturel, disent les uns, monument à la spéculation, disent les autres. Les anciens habitants du quartier, l'un des plus dynamiques de New York, sont parqués, depuis bientôt dix ans, dans une zone marécageuse de Long Island, dans d'anciens bungalows de vacances. Les conditions de confort de ces baraquas sans isolation thermique et le surpeuplement sont incomparablement pires que les conditions de vie de leur ancien quartier. Mais, ce n'est pas seulement contre le fait d'être déportées puis oubliées que les communautés telles que celles-ci s'élèvent : elles protestent surtout contre le déracinement social et la destruction culturelle et politique qui s'ensuit.

Le bilan de l'opération « urban renewal » montre donc, du côté négatif, la volonté systématique d'éloigner les Noirs du centre des villes et de briser leur base sociale et politique. Du côté (involontairement) positif, on assiste à la résurgence de mouvements populaires communautaires, à la politisation des minorités ethniques ainsi qu'à la prise de conscience, parmi les jeunes professionnels, des implications politiques de leurs tâches, particulièrement lorsqu'elles se rattachent à l'urbanisme. Le groupe ARCH (Architects' Renewal Committee in Harlem) est un exemple de la façon dont ces jeunes professionnels entendent conjuguer leurs connaissances techniques et leur engagement politique au service d'une communauté, Harlem, qui devient leur base politique. L'histoire du développement d'ARCH va illustrer clairement les problèmes pratiques et idéologiques qu'un tel groupe va rencontrer dans le contexte professionnel, racial et politique de New York.

Chronologie : 1964-1970.

La dernière décade, parallèlement à la lutte pour les droits civiques a vu l'éclosion de nombreux programmes sociaux, destinés à atteindre et servir les déshérités et en particulier ceux contre qui le racisme s'exerce.



ARCH fut la première organisation à offrir gratuitement son assistance technique dans les domaines relevant de l'architecture et de l'urbanisme. Donc, après les médecins et les avocats, les architectes, à leur tour, descendent dans la rue et essayent de dépasser leur rôle traditionnel en s'insérant directement dans la trame politique et sociale des ghettos.

Au départ, ce sont des volontaires qui composent le bureau. Mais, quelques mois après sa fondation, ARCH reçoit le support financier d'une fondation privée et son personnel devient permanent. Au début, son effort se concentre sur le problème de l'habitat; son travail consiste à transmettre aux habitants de Harlem les informations techniques dont ils ont besoin dans leur lutte pour améliorer les conditions de leur environnement.

Très vite, il s'est avéré que le véritable travail à faire est l'organisation de la masse, afin de développer et utiliser son pouvoir politique pour faire pression sur le gouvernement bourgeois qui contrôle le développement de la ville de New York. Ce premier changement de direction, d'aide technique pure à un début de politisation de la masse, va mettre en lumière une contradiction majeure: le personnel d'ARCH est essentiellement Blanc! Sous les vigoureuses protestations de Harlem, l'équipe et sa direction deviennent enfin représentatives du quartier qu'elles desservent. ARCH peut enfin jouer d'une manière légitime, son rôle de leader.

Après cette transformation, ARCH va prendre une place de plus en plus grande à l'avant-garde de la contestation. Non seulement elle continue son rôle d'assistance technique, en réponse aux problèmes et crises journalières de Harlem, mais elle s'essaye, avec l'aide de la communauté, à créer les institutions qui permettront aux habitants d'avoir un contrôle direct sur les plans d'aménagement qui leur sont destinés. Aux architectes et urbanistes de l'équipe de base se joignent organisateurs, animateurs, sociologues. La deuxième crise d'importance intervient vers 1967, lorsque ARCH réalise que son effort pour organiser Harlem autour de problèmes d'urbanisation restera superficiel s'il ne s'accompagne d'un programme de communication et d'éducation de la masse. Un journal, le Harlem News, sera créé. Distribué gratuitement dans la communauté, le journal traite non seulement de problèmes urbains, mais il essaye de les situer dans leur véritable contexte politique, par l'analyse des mécanismes qui créent ces problèmes et par le développement d'une stratégie de lutte.

En matière d'éducation, ARCH va initier un programme destiné à familiariser les écoliers de Harlem avec les problèmes de planification communautaire. Un autre programme s'adresse aux jeunes Noirs qui n'ont pas terminé leur éducation scolaire et qui, cependant, désirent devenir des architectes. Ce programme comprend des cours de dessin technique et de construction, pendant les mois d'été. Puis, en automne, les jeunes

travaillent comme dessinateurs, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins financiers, tout en suivant des cours du soir qui leur ouvriront les portes d'une école d'architecture. (Architecture in the Neighborhoods). Vers 1969, ARCH va connaître sa troisième crise. A cette époque, il devient clair que ses efforts sont limités par deux facteurs: le manque de recherche et d'information systématique quant aux données physiques et sociales de Harlem, dans la perspective politique propre à l'agence, et le manque de professionnels noirs équipés pour s'engager dans cette sorte de lutte de confrontation qu'est le travail d'ARCH. Il faut donc arrêter le « brain-drain » des jeunes Noirs vers les confortables bureaux des services publics. Et il faut aussi redéfinir sérieusement les projets à entreprendre, en fonction de la réalité politique et sociale, clarifier des concepts qui relèvent de la rhétorique plutôt que de la pratique et en expérimenter les possibilités. Comme depuis 1967 ARCH bénéficie du support financier de l'organisation gouvernementale OEO (Office for Economic Opportunity), elle a le loisir de se consacrer à ce genre de recherches. Parallèlement, ARCH décide de s'atteler à définir ce que doit être, idéalement, la formation d'un urbaniste noir, désireux de s'engager dans le travail communautaire.

« Planning power to the people! ».

« Le pouvoir de planifier au peuple! » C'était le cri de ralliement des Noirs lorsque, sur les marches de l'Hôtel de Ville de New York, ils nommèrent et installèrent leurs « candidats » à la Commission d'Urbanisme de la ville, narguant ainsi le racisme du pouvoir établi qui n'avait pas crû bon, jusque là, d'inclure Noirs et Porto-Ricains au sein de la Commission. Ce mot d'ordre est aussi le thème central de la philosophie de travail d'ARCH.

Reconnaissant que les travaux d'aménagement urbain sont, dans un système capitaliste, essentiellement de nature politique, et reconnaissant que leurs aspects sociaux en sont des sous-produits plutôt que l'essence, ARCH a choisi d'approcher les problèmes d'urbanisme et d'architecture dans une perspective politique plutôt que technique. Cela consiste à déjouer, devant le peuple, les mécanismes de planification utilisés en sa faveur. Afin de réussir dans cette lutte, ARCH a besoin de l'actif support politique de Harlem. Elle doit établir les voies qui permettront au peuple de contrôler les divers aspects de la construction de son environnement, d'une manière aussi directe et efficace que possible. Il était naturel qu'un tel mouvement se dessine d'abord dans les quartiers noirs puisque, dans sa tradition élitiste, le gouvernement ne leur reconnaît aucune réalité politique et fait de leur ghetto le terrain de chasse idéal pour spéculateurs avides. L'une des tâches d'ARCH consiste à catalyser le mécontentement légitime des habitants en une action conteste-

taire: l'opposition aux projets trop manifestement destinés à transformer Harlem en un quartier pour la petite bourgeoisie blanche au détriment de sa population actuelle. Pratiquement, cela consiste à intervenir, avec le concours de la communauté, dès la mise à l'enquête publique de tels projets, afin de les stopper, tout en profitant de l'occasion pour mettre à jour les réelles intentions des promoteurs et établir un contre-projet avec l'aide de la masse.

Si la planification devient l'apanage du peuple, les professionnels doivent redéfinir leur rôle et leurs responsabilités au sein des nouvelles relations de travail. Pour ARCH, la création et l'amélioration de l'environnement est un acte social, le résultat d'un effort communautaire, plutôt que le rêve d'un individu, si génial soit-il. Non seulement le peuple doit définir ses besoins, mais il doit aussi participer à tous les autres aspects du design de son environnement. Il doit donc contrôler le budget alloué aux travaux d'urbanisme et son utilisation. C'est la seule manière de faire passer la planification dans la pratique sociale. Dans ce but, ARCH essaye de créer une coalition, sorte de syndicat vertical, regroupant politiciens, urbanistes, architectes, ouvriers du bâtiment, sociologues, économistes, entrepreneurs, simple citoyens, leaders religieux, bref tous ceux qui, à un niveau ou à un autre, sont appelés à jouer un rôle dans le développement de Harlem. Cette coalition représente les intérêts de Harlem en matière d'urbanisme.

Un autre aspect de la philosophie de l'équipe relève de la nécessité de constamment mettre en pratique les théories avancées. Après avoir démontré la valeur politique de l'urbanisme, organisé la masse en vue de sa participation aux décisions, créé l'organisme représentatif nécessaire et reconnu la nécessité de préparer les urbanistes noirs à leur tâche communautaire, il faut aussi mettre en chantier des prototypes qui vont démontrer la validité d'une manière différente d'aborder les problèmes de la transformation du milieu urbain.

La Pratique.

Les projets d'ARCH sont très variés, dans leur nature et dans leur expression.

Ceux qui relèvent de l'assistance technique consistent en aide à des groupes de Harlem désireux de construire des logements. Dans ce cas, ARCH joue le rôle d'architecte-conseil, préparant avec le groupe les dossiers nécessaires à l'approbation des plans. (Voir: West Harlem, East Harlem Triangle, United Block Association). Dans le domaine du design de prototype, ARCH actuellement s'attaque à définir une cellule type, peut être préfabriquable, pour abriter crèches et garderies d'enfants, (People's Community Day Care Center).

Dans le domaine de l'organisation de groupes, ARCH a joué le rôle de

co-ordinateur pour un groupe d'habitants désireux de développer un square, en fermant au trafic une rue peu utilisée, afin que leurs gosses, qui n'ont pas de parc à proximité, puissent jouer à l'abri des voitures. (Randolph Square).

Aux problèmes d'organisation spécifique, il faut ajouter l'action contestataire permanente. Qu'il s'agisse de s'opposer à la construction d'une prison inutile au détriment de logements, de protester contre le plan-directeur de la ville, d'aider un groupe à combattre les services d'urbanisme, ARCH est constamment en train d'organiser groupes et individus de Harlem, afin de faire pression sur les pouvoirs publics. A l'occasion des manifestations contre le gouverneur Rockefeller, qui se proposait d'édifier un bâtiment administratif sur un site qui, traditionnellement, est le centre nerveux de Harlem, alors que d'autres services communautaires auraient dû s'y développer, ARCH s'est attachée à organiser l'opposition ainsi qu'à définir les besoins réels de la communauté, sa position vis-à-vis de la propriété du sol et son désir d'en contrôler l'utilisation. (State Office Building: Reclamation Site 1).

ARCH a aussi suscité l'étude d'un lycée, contrôlé par la communauté, destiné aux adolescents de Harlem qui, actuellement, perdent jusqu'à deux heures par jour pour se rendre dans les lycées situés dans les quartiers blancs. Une telle étude nécessite non seulement un travail d'organisation des élèves et des parents, mais aussi la définition d'un programme scolaire répondant aux besoins des futurs utilisateurs, et un design qui exprime la qualité de centre culturel et communautaire que l'école devra avoir. (Community High School for Harlem).

Dans le domaine de la recherche, ARCH travaille en ce moment même à une critique systématique des méthodes de planification à New York, et va défendre son concept de la communauté participant à la planification comme seule alternative valable dans le contexte politique actuel. Un cycle d'étude pour apprentis-urbanistes communautaires complète ce programme.

Les Problèmes.

Du point de vue professionnel, une organisation telle qu'ARCH offre un grand intérêt. Cependant, elle souffre de problèmes inhérents à sa structure, ainsi que tout organisme qui tire sa substance de travail d'une communauté en perpétuelle mutation. Seul un support financier permanent a permis à ARCH de survivre. Comme les services fournis à la communauté sont gratuits, le financement ne peut venir que de l'Etat ou de fonds charitables. Peu de fondations ont intérêt à nouer des relations financières de longue durée. C'est donc le gouvernement qui supporte ARCH. La contradiction interne de se faire payer par l'Etat pour travailler contre lui devient un frein. Beaucoup d'énergie se consomme en inutile tra-

OPERATION MOVE IN

SUPPORT THE SQUATTERS STOP MASS EVICTIONS



6 P.M. JUNE 30 90th & COLUMBUS AVE. tel. 873 2340

SQUATTERS

Denis Pinel

Disparu depuis quelque temps, le mouvement squatter a repris, ces dernières années, beaucoup de vigueur. S'opposant à un contexte hostile et généralement peu apte à résoudre leurs problèmes, les communautés prennent de plus en plus l'habitude de chercher elles-mêmes leurs solutions. Ces mouvements spontanés permettent souvent de mieux situer « Advocacy Planning » et les ambiguïtés qu'il développe. Le fait qu'il soit issu de professionnels qui n'agissent qu'en fonction d'une pratique apprise ; l'origine des financements qui généralement sont fournis par le gouvernement fédéral ou local ; les squatters ne s'opposent pas aux équipes d'Advocacy Planning, elles les appréhendent en fonction de leurs

positions par rapport à la communauté, leur intégration totale ou leurs attitudes paternalistes.



vail bureaucratique requis par l'administration. L'aspect idéologique de la contradiction est des plus sérieux, car, logiquement, il est impossible de faire face à des engagements contradictoires sans développer de sérieuses contradictions internes.

Un autre problème important relève de la taille de l'agence. En moyenne, de 10 à 20 personnes y travaillent. C'est peu, vu qu'il n'existe pas d'autre organisme semblable dans Harlem. Chaque membre est alors submergé par plus de projets qu'il n'en peut mener et il devient de plus en plus difficile de gérer le bureau d'une manière collective. Cette tendance à l'isolement ainsi que le développement d'une structure interne fortement hiérarchisée, empêchent le développement harmonieux de la philosophie de travail. Lorsque finalement le dialogue s'établit, c'est pour souvent constater de profondes divergences au sein de l'agence.

Aussi, faute de personnel adéquat, ARCH ne peut pas toujours s'attaquer à des projets pourtant essentiels au développement de Harlem. Sa contribution, si juste et nécessaire soit-elle, perd ainsi singulièrement de sa signification.

Le grand problème d'ARCH consiste à décider où doit se porter son effort majeur. Doit-elle se consacrer à la recherche qui, plus tard, permettra des solutions radicales ou doit-elle donner la priorité à l'exécution de projets, si modestes soient-ils, à cause de la dégradation de l'environnement ? Ce dilemme met en lumière les limites de la rhétorique de participation communautaire. En effet, il est difficile de s'adonner à la recherche sans perdre contact avec la masse, ce qui entraîne une rupture entre la masse et les chercheurs, rupture que justement ARCH essaye de combler. Etant donné l'acuité des problèmes, la recherche semble alors un recul devant la responsabilité de produire quelque chose de différent. Mais, engager son énergie pour construire 100 logements quand 50 000 sont nécessaires résout-il le problème de l'habitat ? Pour définir une approche globale des problèmes de développement et de construction, il faut étudier le changement de tout le système ainsi que créer de nouvelles institutions, ce qui nécessite de sérieuses recherches.

Il faut aussi mentionner un autre problème grave : la faculté du système américain à absorber et déformer certains aspects de la rhétorique contestataire. Ainsi, le concept de participation, pour le système signifie faire légitimiser leurs projets par des individus que la communauté n'a pas officiellement choisis comme ses représentants. Cette tendance oblige ARCH à continuellement analyser les méthodes du pouvoir, pour déjouer son système d'absorption et éviter d'utiliser une rhétorique rendue périmée par mauvais usage.

En résumé, quatre facteurs tendent à limiter l'action potentielle d'ARCH. Le premier résulte des contradictions internes créées par le financement qui limite dangereusement l'action contestataire.

Le deuxième facteur est le maintien d'un équilibre fragile entre l'engagement à long terme et à court terme, c'est-à-dire faire en sorte que les projets exécutés soient le germe des conditions futures que la recherche active essaye d'établir.

Le troisième est la pratique de la participation communautaire dans un cadre aussi hétérogène que Harlem. Il est difficile de constamment prendre la température de la masse, et ARCH souvent tend alors à prêter à la masse sa propre interprétation des problèmes, tout en se prévalant du support de celle-ci hors de proportion, rend les techniques d'ARCH très vulnérables et peuvent même conduire à l'auto-destruction de l'agence.

Le quatrième, enfin, est la faculté du système à parodier les techniques et l'idéologie contestataire en les déchargeant de leur contenu politique et social, donc en détruisant leur essence même. Ceci oblige une agence telle qu'ARCH à repenser et réviser ses concepts de travail et leur application.

La solution ? Elle va prendre des aspects fort divers. Pour commencer, il faut multiplier les agences travaillant dans l'esprit d'ARCH, et commencer à développer une perspective politique s'appliquant à toutes les communautés du Tiers-Monde, plutôt que la limiter au problème Noir et Porto-Ricain. Il faut que les supports de la communauté soient **politique et financier**, afin d'éviter les contradictions internes actuelles dues au financement. Il faut que la communauté reconnaisse la valeur d'institution d'ARCH et en fasse une de ses institutions.

Il faut enfin que la communauté prenne totalement conscience de la portée idéologique du travail d'ARCH et de ses ramifications pratiques. Non seulement il faut qu'Harlem exige le contrôle du budget de planification, mais elle doit aussi exercer un contrôle total sur son patrimoine foncier, développer ses cadres professionnels ainsi que tout ce qui permet à une industrie de construction de fonctionner. Bref, Harlem et ARCH doivent s'attacher à créer les prototypes de l'environnement du futur, de même que leur contexte politique et social de réalisation, dans un esprit collectif sans lequel aucune forme valable de société ainsi que son support physique, ne peuvent être construits.

Ghislaine HERMANUZ